

Arrêté N°20-163-DREAL

portant mise en demeure de la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD de se conformer aux dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel modifié du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 portant désignation et délégation de signature à M. Jean RAMPON, chargé de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture du Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°04-205N du 16 novembre 2004 autorisant la société APPIA GARD à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de St-ALEXANDRE au lieu-dit "roquebrune" ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°06-064N du 17 mai 2006 à l'arrêté préfectoral n°04-205N du 16 novembre 2004 autorisant la société APPIA GARD à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de St-ALEXANDRE au lieu-dit "roquebrune" (modification de la côte minimale d'extraction) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-069N du 23 juillet 2010 autorisant le changement d'exploitant de la carrière de calcaire à St-ALEXANDRE, au lieu-dit "roquebrune" - Exploitant : SNC EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE ;
- Vu** le porté à connaissance transmis au Préfet par courrier daté du 28 juillet 2020, demandant le changement d'exploitant suite au changement de dénomination de SNC EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE en EIFFAGE ROUTE GRAND SUD ;
- Vu** le courrier du Préfet en date du 23 septembre 2020 actant le changement de dénomination ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 août 2020 ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé n°2C13507246512 du 18 août 2020, distribué le 26 août 2020 ;

Vu le courrier d'observations de l'exploitant daté du 17 septembre 2020 ;

Considérant que la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD, est autorisée à admettre des déchets inertes extérieurs au site sur ses installations sises sur le territoire de la commune de St-ALEXANDRE dont le fonctionnement est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 04-205N susvisé et dont les prescriptions techniques applicables sont fixées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié susvisé ;

Considérant l'inspection menée sur le site le 22 juillet 2020 ;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié susvisé impose que : *"L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.*

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- *qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;*
- *que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;*
- *que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.*

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II." ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié susvisé impose que : *"Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :*

- *le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;*
- *le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;*
- *le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;*
- *l'origine des déchets ;*
- *le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ;*
- *la quantité de déchets concernée en tonnes.*

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période." ;

Considérant que lors de la visite d'inspection sur site il a été constaté l'absence de procédure d'acceptation préalable des déchets ;

Considérant par conséquent que la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD ne respecte pas les dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les délais nécessaires de mise en conformité ;

Considérant que la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD, conformément aux dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

Arrête :

Article 1 : Procédure d'acceptation préalable

La société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD est mise en demeure de se conformer pour les installations exploitées au lieu-dit "roquebrune" sur le territoire de la commune de St-ALEXANDRE, aux dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de la commune de St-ALEXANDRE pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Article 4 : Voie et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L 171-1 du code de l'environnement.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 5 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, inspecteur de l'environnement,
- le maire de St-ALEXANDRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD par courrier recommandé avec accusé de réception.

Nîmes, le 7 OCT. 2020

Le Préfet

Le Sous-Préfet,

Jean RAMPON